

POUR AUGMENTER NOS SALAIRES ET DÉFENDRE NOS EMPLOIS, **LE 5 OCTOBRE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET AUX MANIFESTATIONS !**

Il devient vital d'arrêter le gouvernement et le MEDEF de continuer leur politique de régression sociale, en annonçant aux citoyennes et citoyens qu'ils vont, d'ores et déjà, payer le « quoi qu'il en coûte » présidentiel.

A lors que les dividendes versés aux actionnaires n'ont jamais été si colossaux, il faudrait une fois de plus accepter le serrage de ceinture, la précarité du travail, la casse de nos services publics, y compris l'hôpital. Prenant prétexte de la situation sanitaire, patronat et gouvernement en profitent pour imposer de nouvelles restrictions à nos libertés individuelles comme collectives.

Alors que les prix de l'énergie (carburant, gaz, électricité) augmentent fortement, comme ceux de l'alimentaire, que les prix du logement interdisent à un nombre toujours plus important de familles et de jeunes de pouvoir se loger, le gouvernement, sous la pression, annonce une augmentation du SMIC de 34,20 euros brut passant à 1 589 euros.

Devant la bronca populaire et la montée du mécontentement social d'une si ridicule mesure, il vient dans l'urgence, d'annoncer une aide sous forme de prime de 100 euros pour les plus modestes.

Mais le compte n'y est pas loin de là !

Cela fait bientôt trente ans que les salaires et les pensions ont décroché, que la somme des dividendes versés ne cesse d'augmenter, que les riches le sont toujours plus et que le nombre de travailleurs sous le seuil de pauvreté explose.

Dans nos branches professionnelles, les grilles de salaire se tassent, certaines ont des minimas en-dessous du SMIC.

Cela fait bientôt trente ans que les salaires et les pensions ont décroché, que la somme des dividendes versés ne cesse d'augmenter, que les riches le sont toujours plus et que le nombre de travailleurs sous le seuil de pauvreté explose.

Dans nos industries, les salariés demandent des acomptes régulièrement pour finir le mois, s'endettant auprès de leur patron.

Et comme si cela ne suffisait pas, ce gouvernement s'entête dans des mesures antisociales, en maintenant une réforme de l'assurance chômage honnie par l'ensemble des organisations syndicales et qui, d'après l'UNEDIC, va plonger des dizaines de milliers de salariés, les plus fragiles souvent, vers la pauvreté et va diminuer les indemnités de plus d'un million de privés d'emploi.

Agissons pour stopper ce massacre social et imposons une augmentation immédiate de tous les salaires avec un SMIC de 2 000 euros bruts minimum, l'arrêt des contre-réformes sur la retraite comme sur l'assurance chômage, l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au code du travail.

Pour toutes ces raisons, la FILPAC comme la toute la CGT demande à tous ses syndicats à appeler à des arrêts de travail dans toutes les entreprises et à participer aux manifestations du 5 octobre prochain.

LE 5 OCTOBRE, MANIFESTONS POUR L'EMPLOI ET NOS SALAIRES !

